

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 27 mai 2015.

Art. 4. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Poitiers, le 10 août 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

Annexe à l'arrêté royal du 10 août 2015 visant à l'approbation des statuts du Fonds d'Aide médicale urgente

Statuts de l'ASBL « Fonds d'Aide médicale urgente »

En exécution de l'article 7 de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, les entreprises d'assurance qui opèrent en Belgique et qui sont agréées pour la couverture :

— du risque de Responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs visé à la branche 10 de l'annexe I de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance, organisée par la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de ce risque;

— du risque d'Accidents du travail et d'Accidents survenus sur le chemin du travail visés par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

— du risque d'Accidents visé à la branche 1 de l'annexe I de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance;

— du risque Maladie visé à la branche 2 de l'annexe I de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance;

— du risque Responsabilité civile générale visé à la branche 13 de l'annexe I de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance;

— du risque Vie visé à la branche 21 de l'annexe I de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance;

constituent une ASBL aux conditions suivantes :

Définition :

« la Loi » : la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente et ses arrêtés d'exécution.

I. Dénomination, siège, objet, durée

Article 1^{er}. L'association est dénommée « Fonds d'aide médicale urgente ».

Elle est spécialement agréée par le Roi, en vertu de l'article 7. § 2. al. 1 de la Loi.

Art. 2. Le siège social est établi square de Meeûs 29, à 1000 Bruxelles, arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Art. 3. L'association a pour but :

1° d'effectuer, selon les conditions prévues à l'article 8, 1° de la Loi, le paiement des frais résultant de l'intervention du médecin réquisitionné en vertu de l'article 4 de la Loi;

2° de garantir, selon les conditions prévues à l'article 8, 1° de la Loi, le paiement des frais résultant de l'intervention des fonctions « services mobiles d'urgence » et des services d'ambulance réquisitionnés en vertu respectivement des articles 4bis et 5 de la Loi;

Art. 4. L'association est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut, en tout temps, être dissoute dans la forme prévue pour les modifications aux statuts moyennant le respect des dispositions de l'article 15 des présents statuts. Elle sera cependant censée subsister pour la liquidation des engagements en cours au moment de la dissolution.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 27 mei 2015.

Art. 4. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Poitiers, 10 augustus 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

Bijlage aan het koninklijk besluit van 10 augustus 2015 tot goedkeuring van de statuten van het Fonds voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening

Statuten van de VZW "Fonds voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening"

Ter uitvoering van artikel 7 van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende medische hulpverlening vormen de verzekeringsondernemingen die in België werkzaam zijn en die toegelaten zijn voor de dekking :

— van het risico "burgerrechtelijke aansprakelijkheid inzake motorrijtuigen" bedoeld onder tak 10 van bijlage I van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, georganiseerd door de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte verzekering van dat risico;

— van het risico "arbeidsongevallen en ongevallen op de weg naar en van het werk" bedoeld door de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

— van het risico "ongevallen" bedoeld onder tak 1 van bijlage I van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

— van het risico "ziekte" bedoeld onder tak 2 van bijlage I van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

— van het risico "algemene burgerrechtelijke aansprakelijkheid" bedoeld onder tak 13 van bijlage I van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

— van het risico "leven" bedoeld onder tak 21 van bijlage I van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

een VZW onder de volgende voorwaarden:

Définitie

"de Wet" : de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening en de koninklijke uitvoeringsbesluiten.

I. Benaming, zetel, doel, duur

Artikel 1. De vereniging draagt de naam " Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening".

Zij is speciaal door de Koning erkend krachtens artikel 7, § 2, al. 1 van de Wet.

Art. 2. De maatschappelijke zetel is gevestigd de Meeussquare 29, te 1000 Brussel, gerechtelijk arrondissement Brussel.

Art. 3. De vereniging heeft tot doel :

1° de kosten te betalen, volgens de bepalingen van artikel 8, 1°, van de Wet, voortspruitende uit de tussenkomst van de geneesheer die opgeëist wordt krachtens artikel 4 van de Wet;

2° de betaling te waarborgen, volgens de bepalingen van artikel 8, 2°, van de Wet, van de kosten voortspruitende uit de tussenkomst van de functies "mobiele urgentiegroep" en van de ambulancediensten opgeëist krachtens respectievelijk de artikelen 4bis en 5 van de Wet.

Art. 4. De vereniging is voor een onbepaalde duur opgericht.

Zij kan, te allen tijde, ontbonden worden in de vorm waarin voor de statutenwijzigingen is voorzien, mits de bepalingen van artikel 15 van deze statuten na te leven. Zij zal nochtans geacht worden voort te bestaan voor de vereffening van de op het ogenblik van de ontbinding nog lopende verbintenissen.

II. Membres, admissions, sorties, engagements

Art. 5. Le nombre des membres est illimité sans pouvoir être inférieur à dix.

Art. 6. Est membre d'office, conformément à l'arrêté royal du 1^{er} avril 1965 déterminant les risques dont la couverture est pratiquée par les entreprises d'assurance constituant l'association sans but lucratif « Fonds d'aide médicale urgente »,

1° toute entreprise d'assurance agréée pour la couverture du risque de Responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, visé à la branche 10 de l'annexe I de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance, organisée par la Loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance automobile obligatoire;

2° toute entreprise d'assurance agréée pour la couverture du risque d'accidents du travail et d'accidents survenus sur le chemin du travail visés par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

3° toute entreprise d'assurance agréée pour la couverture du risque d'Accidents visé à la branche 1 de l'annexe I de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance;

4° toute entreprise d'assurance agréée pour la couverture du risque Maladie visé à la branche 2 de l'annexe I de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance;

5° toute entreprise d'assurance agréée pour la couverture du risque Responsabilité civile générale visé à la branche 13 de l'annexe I de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance;

6° toute entreprise d'assurance agréée pour la couverture du risque Vie visé à la branche 21 de l'annexe I de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance.

La qualité de membre est accordée par branche d'assurance lorsqu'une même entreprise est agréée pour plusieurs branches.

L'entreprise d'assurance auquel l'agrément est retiré, perd la qualité de membre.

Art. 7. Le membre sortant reste tenu de ses obligations jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an suivant l'entière exécution de tous ses engagements. Il n'a aucun droit sur le fonds social. Il ne peut réclamer le montant des cotisations versées par lui, ni demander un relevé ou reddition de compte, un inventaire ou une apposition de scellés.

III. Ressources

Art. 8. 1° La cotisation d'un membre ne peut dépasser 5 euros par an.

2° Le Fonds est, d'autre part, alimenté par :

a) une contribution à charge de chaque entreprise d'assurance membre dont le montant est déterminé annuellement par le conseil d'administration qui, les trois quarts au moins de ses membres étant présents ou représentés conformément à l'art 22 al 2 des présents statuts, décide à la majorité des trois-quarts des voix, en tenant compte des dépenses engagées au cours de l'exercice écoulé.

Si cette décision ne peut être prise à défaut d'atteindre le premier quorum requis ci-avant, le conseil d'administration se réunit à nouveau. En ce cas, il délibère valablement à la condition que la majorité des membres soit présente ou représentée conformément à l'art 22 al 2 des présents statuts et décide à la majorité des trois-quarts des membres présents.

Au plus tard le jour de l'assemblée statutaire suivant la clôture de chaque exercice social, le conseil d'administration fixe le montant total des contributions des entreprises d'assurance de manière à couvrir les deux tiers des dépenses visées à l'alinéa 1^{er} et il arrête les modalités de leur répartition en proportion de l'encaissement de primes ou de cotisations de chacun des associés au cours de l'exercice précédant l'exercice écoulé.

b) un subside annuel de l'Etat égal à la moitié des contributions visées ci-avant au a).

Le conseil d'administration fixe les dates de liquidation des contributions et subsides au Fonds.

II. Leden, toetredingen, uittredingen, verbintenissen

Art. 5. Het aantal leden is onbeperkt zonder lager te mogen zijn dan tien.

Art. 6. Is lid van ambtswege, overeenkomstig het Koninklijk Besluit van 1 april 1965 tot bepaling van de risico's die gedekt zijn door de verzekeringsondernemingen die de vereniging zonder winstoogmerk "Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening" vormen,

1° elke verzekeringsonderneming die toegelaten is voor de dekking van de burgerrechtelijke aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen bedoeld onder tak 10 van bijlage I van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen bedoeld door de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte motorrijtuigverzekering;

2° elke verzekeringsonderneming toegelaten voor de dekking van het risico "arbeidsongevallen en ongevallen op de weg naar en van het werk" bedoeld door de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 tot invoering van de verplichte verzekering van dat risico;

3° elke verzekeringsonderneming toegelaten voor de dekking van het risico "ongevallen" bedoeld onder tak 1 van bijlage I van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

4° elke verzekeringsonderneming gemachtigd voor de dekking van het risico "ziekte" bedoeld onder tak 2 van bijlage I van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

5° elke verzekeringsonderneming gemachtigd voor de dekking van het risico "algemene burgerrechtelijke aansprakelijkheid" bedoeld onder tak 13 van bijlage I van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

6° elke verzekeringsonderneming gemachtigd voor de dekking van het risico "leven" bedoeld onder tak 21 van bijlage I van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen.

De hoedanigheid van lid wordt toegekend per verzekeringstak wanneer eenzelfde onderneming voor verschillende takken is toegelaten.

De verzekeringsonderneming waarvan de toelating ingetrokken wordt, verliest de hoedanigheid van lid.

Art. 7. Het uittredende lid moet zijn verplichtingen blijven nakomen tot het verstrijken van een termijn van één jaar volgende op de volledige uitvoering van al zijn verbintenissen. Het heeft geen enkel recht op het kapitaal van de vereniging. Het mag noch het bedrag van de door hem gestorte bijdragen terugvorderen, noch een rekeningopgave of rekeningenverantwoording, een inventaris of een verzegeling aanvragen.

III. Inkomsten

Art. 8. 1° De bijdragen van een lid mag niet meer dan 5 euro per jaar bedragen.

2° Het Fonds wordt anderzijds gefinancierd door :

a) een toelage ten laste van iedere aangesloten verzekeringsonderneming waarvan het bedrag jaarlijks wordt vastgesteld door de raad van bestuur die, bij aanwezigheid of vertegenwoordiging conform art. 22 2de lid van deze statuten van ten minste drie vierde van zijn leden, bij meerderheid van drie vierde van de stemmen, beslist met inachtneming van de tijdsen het afgelopen dienstjaar gedane uitgaven.

Ingeval die beslissing niet kan worden genomen omdat het eerste bovenvermelde quorum niet bereikt is, komt de raad van bestuur . In dat geval beraadslaagt hij op geldige wijze op voorwaarde dat de meerderheid van de leden aanwezig of vertegenwoordigd is conform artikel 22 2de lid van deze statuten en beslist hij bij meerderheid van drie vierde van de aanwezige leden.

Uiterlijk op de dag van de statutaire algemene vergadering volgend op het afsluiten van ieder boekjaar, bepaalt de raad van bestuur het totaalbedrag van de toelagen van de verzekeringsondernemingen vereist om twee derde van de in alinea 1 bedoelde uitgaven te dekken en stelt hij de modaliteiten van hun verdeling vast naar verhouding van het premie- of bijdrage-inkomen van ieder lid tijdens het boekjaar dat het afgelopen boekjaar voorafgaat.

b) Een jaarlijkse subsidie van de Staat gelijk aan de helft van de hierboven in a) bedoelde toelagen.

De raad van bestuur stelt de data vast voor de vereffening van de bijdragen en de toelage aan het Fonds.

IV. Organes, administration et fonctionnement

Art. 9. L'association est représentée par :

- 1° l'assemblée générale;
- 2° le conseil d'administration.

A. Assemblée générale

Art. 10. L'assemblée générale constitue le pouvoir souverain de l'association.

Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants :

- 1° la modification des statuts sous réserve de l'autorisation du Roi;
- 2° la nomination et la révocation des administrateurs, dans les cas où elles lui appartiennent;
- 3° la nomination et la révocation d'un commissaire et la fixation de sa rémunération dans le cas où une rémunération est attribuée;
- 4° la décharge aux administrateurs et au(x) commissaire(s);
- 5° l'approbation des budgets et des comptes;
- 6° la dissolution de l'association, sous réserve de l'autorisation du Roi;
- 7° l'exclusion d'un membre.

Art. 11. L'association se réunit en assemblée générale ordinaire au moins une fois par an au cours de la deuxième quinzaine du mois d'avril suivant la clôture de l'exercice social.

Elle est convoquée extraordinairement par décision du conseil d'administration ou si un cinquième des membres en fait la demande.

L'assemblée se tient au jour, heure et lieu indiqués dans la convocation.

Les communications, rapports, bilan et comptes seront mis à la disposition des associés quinze jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée générale.

Art. 12. Les convocations sont faites par courrier postal ou électronique adressé à chaque membre quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Elles contiennent obligatoirement l'ordre du jour. L'assemblée peut délibérer sur des points non portés à cet ordre du jour moyennant l'accord unanime des administrateurs présents.

Art. 13. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou à son défaut, par le vice-président choisi parmi les administrateurs nommés par l'assemblée générale.

Art. 14. Tous les membres ont un droit de vote égal, chacun d'eux disposant d'une voix. Ils doivent être représentés à l'assemblée générale par toute personne habilitée statutairement ou par délégation de pouvoirs à les engager.

Art. 15. L'assemblée est valablement constituée quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Ses décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents et représentés. Les représentants doivent être munis d'une procuration régulière indiquant avec précision le ou les membres représentés.

En cas de partage de voix, celle du président ou de celui qui le remplace est prépondérante. Par dérogation à l'alinéa 2, ci-avant, les décisions de l'assemblée générale comportant modifications aux statuts et dissolution de l'association ne peuvent être respectivement prises que moyennant l'observation des dispositions des articles 8 et 20 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux ASBL et aux établissements d'utilité publique. Toute décision relative à la modification des statuts ou à la dissolution de l'association requiert en outre l'autorisation du Roi.

Art. 16. Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre des actes de l'association sous forme de procès-verbaux signés par le président et les deux vice-présidents.

Le registre est conservé au siège de l'association où tous les membres peuvent en prendre connaissance sans déplacement dudit registre. Des extraits peuvent en être délivrés à tout membre ou à tout tiers qui en fait la demande en justifiant de son intérêt légitime. Ces extraits sont signés

IV. Organen, administratie en werking

Art. 9. De vereniging wordt vertegenwoordigd door :

- 1° de algemene vergadering;
- 2° de raad van bestuur.

B. Algemene vergadering

Art. 10. De algemene vergadering is de hoogste macht van de vereniging.

Een besluit van de algemene vergadering is vereist voor de volgende onderwerpen:

- 1° de wijziging van de statuten, onder voorbehoud van's Konings goedkeuring;
- 2° de benoeming en de afzetting van leden van de raad van bestuur, in de gevallen waarin dit haar toebehoort;
- 3° de benoeming en de afzetting van een commissaris en het bepalen van zijn bezoldiging ingeval een bezoldiging wordt toegekend;
- 4° de kwijting aan de bestuurders en de commissaris(sen);
- 5° de goedkeuring van de begroting en van de rekeningen;
- 6° de ontbinding van de vereniging, onder voorbehoud van's Konings goedkeuring;
- 7° de uitsluiting van een lid.

Art. 11. De vereniging komt ten minste één keer per jaar tijdens de tweede helft van de maand april volgende op de afsluiting van het boekjaar in gewone algemene vergadering bijeen.

Zij wordt buitengewoon bijeengeroepen bij beslissing van de raad van bestuur of indien een vijfde van de leden erom verzoekt.

De vergadering wordt gehouden op de dag, het uur en de plaats die in de oproepingsbrief vermeld zijn.

De mededelingen, de verslagen, balansen en rekeningen zullen ter beschikking van de verenigingsleden gesteld worden ten minste vijftien dagen voor de datum die voor de algemene vergadering werd vastgesteld.

Art. 12. De oproepingen geschieden via de post of elektronische post toegestuurd aan ieder van de leden ten minste vijftien dagen voor de datum die voor de algemene vergadering werd vastgesteld. Zij moeten de agenda vermelden. De vergadering mag beraadslagen over punten die niet op deze agenda vermeld staan met het eenparig akkoord van de aanwezige bestuurders.

Art. 13. De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens ontstentenis door de vice-voorzitter gekozen onder de door de algemene vergadering benoemde bestuurders.

Art. 14. Al de verenigingsleden hebben een gelijk stemrecht, waarbij ieder van hen beschikt over één stem. Zij dienen op de algemene vergadering vertegenwoordigd te worden door elke persoon die statutair of bij volmacht gemachtigd is om in hun naam verbintenissen aan te gaan.

Art. 15. De vergadering is geldig samengesteld wat ook het aantal van de aanwezige of vertegenwoordigde leden mag zijn.

Haar beslissingen worden genomen bij volstreekte meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde leden. De vertegenwoordigers moeten in het bezit zijn vaneen regelmatige volmacht die nauwkeurig het vertegenwoordigde lid of de vertegenwoordigde leden vermeldt.

Bij staking van stemmen is die van de voorzitter of die van de persoon die hem vervangt doorslaggevend. In afwijking van al. 2 hierboven kunnen de beslissingen van de algemene vergadering die een wijziging van de statuten of de ontbinding van de vereniging inhouden respectievelijk slechts genomen worden met nakoming van de bepalingen van de artikels 8 en 20 van de wet van 27 juni 1921 waarbij de rechtspersoonlijkheid verleend wordt aan de V.Z.W.'s en aan instellingen van openbaar nut. Elke beslissing betreffende de wijziging van de statuten of de ontbinding van de vereniging vereist daarenboven de goedkeuring van de Koning.

Art. 16. De beslissingen van de algemene vergadering worden opgetekend in een register van de verenigingsakten in de vorm van procesverbalen door de voorzitter en de twee vice-voorzitters ondertekend.

Het register wordt bewaard op de zetel van de vereniging waar al de verenigingsleden er kennis kunnen van nemen zonder verplaatsing van het vernoemde register. Uittreksels ervan kunnen afgegeven worden aan ieder verenigingslid of aan elke derde persoon die er om verzoekt

par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par l'un des vice-présidents.

A. Conseil d'administration

Art. 17. L'association est administrée par un conseil d'administration. Ce dernier est composé de cinq membres nommés par l'assemblée générale et d'un nombre égal d'administrateurs désignés par le Roi en vertu de l'article 7, § 2 de la Loi.

Art. 18. La durée du mandat des administrateurs nommés par l'assemblée générale est de six ans, ce mandat est renouvelable.

Art. 19. Le conseil d'administration choisit en son sein avec l'agrément du Ministre qui à la Santé publique dans ses attributions, un président et deux vice-présidents qui conservent cette qualité pour la durée de leur mandat et sont rééligibles.

Le président et l'un des vice-présidents sont des administrateurs nommés par l'assemblée générale.

L'autre vice-président est un administrateur nommé par le Roi.

Art. 20. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association ainsi que pour la réalisation de son objet, tel qu'il est défini à l'article 3 des présents statuts.

Il nomme et révoque notamment un directeur chargé de la gestion journalière; il en fixe ses attributions, pouvoirs et rémunérations. Les administrateurs désignés par le Roi assistent au conseil avec les mêmes pouvoirs et prérogatives que les administrateurs nommés par l'assemblée générale.

Art. 21. Le conseil d'administration représente l'association en justice, tant en demandant qu'en défendant. Les actions en justice sont exercées par poursuites et diligences du président.

Art. 22. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou sur demande de trois administrateurs. Les convocations sont adressées aux administrateurs par courrier postal ou électronique.

Il ne délibère valablement que si la majorité des membres est présente ou représentée, étant entendu qu'un administrateur ne peut donner procuration qu'à un autre administrateur.

Sous réserve des dispositions de l'article 8 des statuts, les décisions sont prises à la majorité absolue des votants, la voix du président étant prépondérante en cas de partage.

Elles sont consignées dans un registre spécial sous forme de procès-verbaux signés par le président et le ou les vice-présidents présents.

Des extraits peuvent en être délivrés sous la signature du président ou, à son défaut, de l'un des vice-présidents.

Art. 23. Les mandats d'administrateurs sont gratuits. Il peut néanmoins être attribué des indemnités pour frais encourus par les membres présents ou pour l'accomplissement de missions spéciales déterminées par le conseil d'administration.

V. Comptes, bilans et vérification

Art. 24. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année-calendrier.

Art. 25. A la fin de chaque exercice, le conseil d'administration arrête les comptes et les présente à l'assemblée générale ordinaire en même temps qu'un rapport sur son activité pendant l'exercice écoulé.

Le conseil d'administration dresse le bilan et le compte des recettes et des dépenses de l'exercice, lesquels sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Il établit également le budget pour l'exercice suivant.

Art. 26. La gestion des administrateurs et les comptes sont contrôlés par deux commissaires.

L'un est désigné par le Roi et l'autre est nommé par l'assemblée générale, en dehors du conseil d'administration, pour une durée de six ans.

en zijn gewettigd belang rechtvaardigt. Deze uittreksels worden ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens ontstentenis door een van de vice-voorzitters.

B. Raad van Bestuur

Art. 17. De vereniging wordt bestuurd door een raad van bestuur. Deze laatste wordt gevormd door vijf leden door de algemene vergadering benoemd en door een gelijk aantal bestuurders door de Koning aangewezen krachtens artikel 7, § 2 van de Wet.

Art. 18. De duur van het mandaat van de bestuurders door de algemene vergadering benoemd bedraagt zes jaar, dit mandaat is hernieuwbaar.

Art. 19. De raad van bestuur verkiest in zijn midden met de toestemming van de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheden heeft, een voorzitter en twee vice-voorzitters, die deze hoedanigheid voor de duur van hun mandaat behouden en herkiesbaar zijn.

De voorzitter en één van de vice-voorzitters zijn door de algemene vergadering benoemde bestuurders.

De andere vice-voorzitter is een door de Koning benoemde bestuurder.

Art. 20. De raad van bestuur beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden wat het beheer en het bestuur van de vereniging alsmede wat de verwezenlijkingen van haar doelstelling, zoals ze in artikel 5 van deze statuten omschreven is, betreft.

Hij benoemt en ontslaat in 't bijzonder een directeur belast met het dagelijks beheer; hij bepaalt diens bevoegdheden, machten en bezoldigingen. De door de Koning benoemde bestuurders zetelen in de raad met dezelfde machten en voorrechten als de door de algemene vergadering benoemde bestuurders.

Art. 21. De raad van bestuur vertegenwoordigt de vereniging in gerechtszaken, zowel als eiser als verweerder. De rechtsvorderingen worden ingesteld op vervolgingen en benaarstigingen van de voorzitter.

Art. 22. De raad van bestuur vergadert bij oproeping door de voorzitter of op verzoek van drie bestuurders. De oproepingen worden aan de bestuurders gericht via de post of elektronische post.

Hij kan slechts geldig beraadslagen indien de meerderheid van de leden aanwezig is of vertegenwoordigd is, waarbij een bestuurder slechts aan één andere bestuurder volmacht kan geven.

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 8 van de statuten worden de beslissingen genomen bij volstreekte meerderheid van de stemmers, waarbij de stem van de voorzitter doorslaggevend is bij staking van stemmen.

Zij worden opgetekend in een bijzonder register in de vorm van procesverbalen ondertekend door de voorzitter en de aanwezige vice-voorzitter(s).

Door de voorzitter of, bij diens ontstentenis door één van de vice-voorzitters kunnen ondertekende uittreksels ervan afgegeven worden.

Art. 23. De mandaten van bestuurders zijn onbezoldigd. Er kunnen echter vergoedingen toegekend worden voor onkosten die de aanwezige leden gehad hebben voor hun verplaatsing of voor de volbrenging van bijzondere door de raad van bestuur bepaalde opdrachten.

V. Rekeningen, balansen en nazicht

Art. 24. Het boekjaar vangt aan op 1 januari en eindigt op 31 december van ieder kalenderjaar.

Art. 25. Op het einde van ieder boekjaar, sluit de raad van bestuur de rekeningen af en legt hij die voor aan de gewone algemene vergadering tegelijkertijd met een verslag over zijn werking gedurende het afgelopen boekjaar.

De raad van bestuur maakt de balans op en de rekening van de inkomsten en uitgaven van het boekjaar, welke voor goedkeuring worden voorgelegd aan de gewone algemene vergadering.

Hij maakt eveneens de begroting op voor het volgende boekjaar.

Art. 26. Het beheer van de bestuurders en de rekeningen worden nagezien door twee commissarissen.

De ene wordt door de Koning aangewezen en de andere wordt door de algemene vergadering buiten de raad van bestuur benoemd voor een duur van zes jaar;

Ces commissaires sont chargés de procéder à la vérification des livres et de la situation de caisse et de faire rapport conjointement au Ministre compétent et à l'assemblée générale ordinaire sur les investigations auxquelles ils ont procédé.

VI. Dispositions finales

Art. 27. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est expressément renvoyé aux dispositions de la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL dans la mesure où ces dispositions ne sont pas incompatibles avec celles de la Loi.

Art. 28. Dans tous les cas de dissolution, à quelque moment et pour quelque cause que ce soit, l'actif social net, après acquittement du passif et des charges, est affecté à l'organisation ou aux organisations qui succèdent à l'association ou, à défaut, à une ou des organisations qui poursui(ven)t des buts similaires ou analogues à ceux de l'association et dans lesquelles l'Etat et les entreprises d'assurances sont représentés et au financement desquelles ils participent. La décision d'affectation du patrimoine est prise par l'assemblée générale ou, à défaut, par les liquidateurs.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 10 août 2015 visant à l'approbation des statuts du Fonds d'Aide médicale urgente.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

Deze commissarissen hebben de opdracht de boeken en de kastestand na te zien en samen verslag uit te brengen bij de bevoegde Minister en aan de gewone algemene vergadering betreffende de controle die zij uitgeoefend hebben.

VI. Slotbepalingen

Art. 27. Voor al wat niet in deze statuten bepaald is, wordt uitdrukkelijk verwezen naar de bepalingen van de wet van 27 juni 1921 betreffende de VZW in de mate deze bepalingen niet strijdig zijn met die van de Wet.

Art. 28. In alle gevallen van ontbinding, op welk ogenblik en om welke reden ook, zullen de netto sociale activa, na betaling van de passiva en de lasten bestemd worden voor de organisatie of de organisaties die de vereniging opvolgen of, bij ontstentenis daarvan, voor één of meer organisaties die dezelfde of vergelijkbare doeleinden nastreven als de vereniging en waarin de Staat en de verzekeringsondernemingen vertegenwoordigd zijn en deelnemen aan de financiering. De beslissing tot bestemming van het vermogen wordt genomen door de algemene vergadering of, bij ontstentenis daarvan, door de vereffenaars.

Gezien om te worden toegevoegd bij ons besluit van 10 augustus 2015 tot goedkeuring van de statuten van het Fonds voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening;

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29428]

2 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure applicable aux recours visés aux articles 95 et 102 et à l'avis visé à l'article 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment ses articles 95, § 1^{er}, alinéa 2, 97, § 1^{er}, et 102, § 1^{er}, alinéa 5;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire du 28 mai 2015;

Vu la concertation avec les pouvoirs organisateurs les plus représentatifs;

Vu l'avis de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur donné le 2 juillet 2015 sur base de l'article 21, 1, ° du décret du 7 novembre 2013;

Vu l'avis n° 57.855 du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

2° Commissaires et Délégués du Gouvernement : un des Commissaires ou Délégués visés par l'article 36 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ainsi que par l'article 34 bis du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles Supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) et, enfin, par l'article 1^{er} du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires;

3° jour ouvrable : chaque jour de la semaine à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux. Les jours ouvrables compris entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier ainsi qu'entre le 15 juillet et le 15 août ne sont pas pris en considération dans le mode de calcul des délais du présent arrêté;